Douglas Murray : « Personne n'a donné aux ONG open-borders le droit de dicter l'avenir du continent ! »

20/06/2018 à 12h29

Pour le britannique, auteur du best-seller L'Etrange Suicide de l'Europe, l'affaire de l'Aquarius met en lumière les responsabilités des ONG pro-migrants, ainsi que des autorités européennes, dans l'enlisement de la crise migratoire.(…)

Douglas MURRAY.- Il est remarquable de voir se perpétuer cette même folie que je décris dans mon livre. Sur notre continent, personne ne semble vouloir apprendre quelque leçon que ce soit ou penser autrement que dans les termes les plus courts. Quelqu'un pense-t-il vraiment qu'une fois que l'Espagne aura accueilli les quelque 600 personnes de l'Aquarius, le problème sera résolu? Qu'il n'y aura personne pour observer ce qui se passe et décider d'en faire autant en suivant le même chemin que l'Aquarius? En réalité, quelle est notre politique? Que quelqu'un qui monte sur un bateau peut faire route vers l'Europe? Que quelqu'un qui arrive ainsi en Europe a le droit d'y rester? Manifestement, c'est là notre politique actuelle. Et elle est intenable.(…)

Ce phénomène n'est-il pas aussi partiellement causé par les ONG?

Bien sûr. Tous ces phénomènes sont largement favorisés par les ONG «open borders», organisations dirigées par des gens qui sont de véritables extrémistes. Ils distribuent des informations aux migrants et aux migrants potentiels pour les aider à contourner les règles existantes et en leur expliquant

comment rester définitivement en Europe.

Ces ONG pensent que le monde ne devrait pas avoir de frontières. Que les frontières sont racistes. Que les frontières causent tous les problèmes du monde. Ils ont pris sur eux d'affaiblir les frontières de l'Europe. Les autorités italiennes ont pris un certain nombre d'ONG en flagrant délit de coopération actrive avec les réseaux de contrebande. Ces ONG ont été surprises au téléphone avec des contrebandiers, arrangeant les points de rencontre et retournant même les bateaux aux gangs. Qui a donné à ces groupes le droit de dicter l'avenir de notre continent? Qui leur a permis d'être nos arbitres de moralité? Ou de décider de notre avenir sociétal à court et à long terme?

(…)

lefigaro.fr